

Art. 3. Un article 5 rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté-loi :

« Article 5. — Hormis le cas visé à l'article précédent, le prévenu qui ne comparait pas à l'audience de la Cour militaire où il est convoqué, est jugé par défaut conformément aux dispositions de la loi du 25 juin 1921 sur la procédure par défaut devant la juridiction militaire.

Les arrêts rendus par défaut en appel pourront être attaqués par la voie de l'opposition.

Si l'opposant ne comparait pas, l'arrêt qui interviendra ne pourra être attaqué par lui que devant la Cour de cassation. »

Art. 4. Le même arrêté-loi est complété par un article 6, rédigé comme suit :

« Article 6. — Lorsque la Cour décide de statuer sur pièces, le prévenu doit être représenté par un avocat qu'il a désigné ou qui a été commis d'office en application de l'article 455bis du Code judiciaire. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 10 décembre 1990.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Art. 3. Een artikel 5, luidende als volgt, wordt in dezelfde besluitwet ingevoegd :

« Artikel 5. — Behoudens het geval bedoeld in het vorig artikel wordt de beklaagde die niet verschijnt op de terechtzitting van het Militair Gerechtshof waarvoor hij opgeroepen is, bij verstek gevonnist overeenkomstig de bepalingen van de wet van 25 juni 1921 betreffende de rechtspleging bij verstek voor de militaire rechtsmacht.

Tegen de in hoger beroep bij verstek gewezen arresten kan verzet worden ingesteld.

Wanneer de eiser in verzet niet verschijnt, kan hij het te wijzen arrest enkel voor het Hof van Cassatie bestrijden. »

Art. 4. Een artikel 6, luidende als volgt, wordt in dezelfde besluitwet ingevoegd :

« Artikel 6. — Wanneer het Hof beslist uitspraak te doen op stukken, moet de beklaagde vertegenwoordigd zijn door een door hem gekozen of door een hem bij toepassing van artikel 455bis van het Gerechtelijk Wetboek ambtshalve toegevoegd advocaat. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 10 december 1990.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
M. WATHELET

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES, MINISTERE DES FINANCES, MINISTERE DE LA PREVOYANCE SOCIALE, MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE, MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL ET MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 91 — 445

8 FEVRIER 1991. — Arrêté royal relatif à la composition et aux modalités d'attribution du numéro d'identification des personnes physiques qui ne sont pas inscrites au Registre national des personnes physiques

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 87 de la Constitution;

Vu la loi du 7 décembre 1988 portant réforme de l'impôt sur les revenus et modification des taxes assimilées au timbre, notamment l'article 36, § 1^{er}, alinéa 3;

Vu la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, notamment l'article 8;

Vu l'arrêté royal du 13 août 1990 fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que toutes les mesures organisationnelles et techniques ont été prises pour utiliser, à partir du 1^{er} janvier 1990, un numéro d'identification uniformisé pour chaque personne physique dans le cadre de la sécurité sociale, y compris les relations de cette dernière avec l'Administration des contributions directes;

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND, MINISTERIE VAN FINANCIEN, MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG, MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN OPENBAAR AMBT, MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID, MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 91 — 445

8 FEBRUARI 1991. — Koninklijk besluit betreffende de samenstelling en de wijze van toekenning van het identificatienummer van de natuurlijke personen die niet ingeschreven zijn in het Rijksregister van de natuurlijke personen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 87 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 7 december 1988 houdende hervorming van de inkomstenbelasting en wijziging van de met het zegel gelijkgestelde taksen, inzonderheid op artikel 36, § 1, derde lid;

Gelet op de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 augustus 1990 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het feit dat alle organisatorische en technische maatregelen zijn getroffen om vanaf 1 januari 1990 een eenvormig identificatienummer voor elke natuurlijke persoon aan te wenden in het kader van de sociale zekerheid, met inbegrip van haar betrekkingen met de Administratie der directe belastingen;

Qu'il s'agit en conséquence de procéder sans délai à la définition des modalités selon lesquelles est composé et attribué un numéro d'identification des personnes physiques qui ne sont pas inscrites au Registre national des personnes physiques;

Sur la proposition de Notre Ministre des Classes moyennes, de Notre Ministre des Finances, de Notre Ministre des Affaires sociales, de Notre Ministre de l'Intérieur, de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, de Notre Ministre des Pensions, de Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes, de Notre Secrétaire d'Etat aux Finances, de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Politique des Handicapés et de Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le numéro d'identification des personnes physiques qui ne sont pas inscrites au Registre national des personnes physiques comprend onze chiffres.

Un premier groupe de ce numéro comprend six chiffres et représente la date de naissance, adapté conformément à l'article 2.

Un deuxième groupe comprend trois chiffres et est appelé numéro d'ordre.

Un troisième groupe comprend deux chiffres et est appelé nombre de contrôle.

Art. 2. Les deux premiers chiffres du premier groupe indiquent l'année de naissance de la personne, les cinquième et sixième chiffres, le jour de naissance.

Le troisième et le quatrième chiffre indiquent le mois de naissance, augmenté de 40 si le sexe de la personne est connu au moment de l'attribution du numéro, ou augmenté de 20 si le sexe de la personne n'est pas connu au moment de l'attribution du numéro.

Art. 3. Le numéro d'ordre est constitué par le rang d'inscription de la personne dans le premier groupe. Si le sexe de la personne est connu au moment de l'attribution du numéro, une personne de sexe féminin se voit attribuer un numéro d'ordre pair, et une personne de sexe masculin, un numéro d'ordre impair.

Art. 4. Le nombre de contrôle est calculé à partir de la division par 97 du nombre de neuf chiffres constitué par juxtaposition de la date de naissance et du numéro d'ordre. Le reste de la division est soustrait de 97. La différence ainsi obtenue constitue le nombre de contrôle.

Art. 5. Si le jour ou le mois de naissance d'une personne ne sont pas connus, la date de naissance est composée comme suit :

— les deux premiers chiffres indiquent l'année de naissance, le troisième chiffre est représenté par le chiffre 4 ou le chiffre 2, selon que le sexe de la personne est connu ou non au moment de l'attribution du numéro, et les quatrième, cinquième et sixième chiffres sont représentés par le chiffre zéro;

— le numéro d'ordre est constitué par le rang d'inscription de la personne dans le premier groupe.

Si l'année de naissance d'une personne n'est pas connue, le premier, le deuxième, le quatrième et le cinquième chiffres de la date de naissance sont représentés par le chiffre zéro, le troisième chiffre est représenté par le chiffre 4 ou le chiffre 2, selon que le sexe de la personne est connu ou non au moment de l'attribution du numéro, et le sixième chiffre par le chiffre 1.

Si les possibilités du numéro d'ordre sont épuisées, le sixième chiffre de la date de naissance est, lors d'une nouvelle immatriculation, augmenté d'une unité et simultanément, l'inscription dans le numéro d'ordre est reprise à l'origine.

Art. 6. Un numéro d'identification qui a déjà été utilisé ne peut être attribué à nouveau ni avant qu'un délai de cent ans ne se soit écoulé depuis la date de naissance du titulaire précédent, ni avant que celui-ci ne soit décédé depuis trente ans au moins.

Art. 7. Si un numéro d'identification est attribué à nouveau par l'organisme visé à l'article 11, celui-ci fait part de cette nouvelle utilisation aux administrateurs et organismes qui ont été autorisés à utiliser ce numéro d'identification pour le titulaire précédent.

Art. 8. Si deux ou plusieurs numéros d'identification sont attribués à une même personne, un seul numéro d'identification est retenu. Les autres numéros sont détruits. Pour déterminer le numéro retenu, il est donné priorité, en ordre décroissant, au :

— numéro d'identification attribué conformément à l'arrêté royal du 3 avril 1984 relatif à la composition du numéro d'identification des personnes inscrites au Registre national des personnes physiques;

Dat in dat licht onverwijld moet worden overgegaan tot de vaststelling van de wijze van samenstelling en toekenning van een identificatienummer voor de natuurlijke personen die niet zijn ingeschreven in het Rijksregister van de natuurlijke personen;

Op de voordracht van Onze Minister van Middenstand, Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, Onze Minister van Pensioenen, Onze Staatssecretaris voor Middenstand, Onze Staatssecretaris voor Financiën, Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Gehandicaptenbeleid en Onze Staatssecretaris voor Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het identificatienummer van de natuurlijke personen die niet zijn ingeschreven in het Rijksregister van de natuurlijke personen bestaat uit elf cijfers.

Een eerste groep van dit nummer bestaat uit zes cijfers en stelt de geboortedatum voor, aangepast overeenkomstig artikel 2.

Een tweede groep bestaat uit drie cijfers en wordt reeksnummer genoemd.

Een derde groep bestaat uit twee cijfers en wordt controlenummer genoemd.

Art. 2. De eerste twee cijfers van de eerste groep duiden het geboortjaar van de persoon aan, het vijfde en het zesde cijfer de geboortedag.

Het derde en het vierde cijfer duiden de geboortemaand aan, verhoogd met 40 indien het geslacht van de persoon is gekend op het ogenblik van de toekenning van het nummer, of verhoogd met 20 indien het geslacht van de persoon niet is gekend op het ogenblik van de toekenning van het nummer.

Art. 3. Het reeksnummer wordt gevormd door het volgnummer van inschrijving van de persoon in de eerste groep. Indien het geslacht van de persoon is gekend op het ogenblik van de toekenning van het nummer, krijgt een vrouwelijk persoon een even en een mannelijk persoon een oneven reeksnummer.

Art. 4. Het controlenummer wordt berekend door het getal van negen cijfers, dat gevormd wordt door de aaneenschakeling van de geboortedatum en het reeksnummer te delen door 97. De rest van deze deling wordt van 97 afgetrokken. Het aldus bekomen verschil is het controlenummer.

Art. 5. Indien de dag of de maand van de geboorte van een persoon niet gekend zijn, wordt de geboortedatum als volgt samengesteld :

— de eerste twee cijfers duiden het geboortjaar aan, het derde cijfer is een 4 of een 2, naargelang het geslacht van de persoon al dan niet gekend is op het ogenblik van de toekenning van het nummer, en het vierde, vijfde en zesde cijfer zijn nullen;

— het reeksnummer wordt gevormd door het volgnummer van inschrijving van de persoon in de eerste groep.

Indien het geboortjaar van een persoon niet gekend is, zijn het eerste, het tweede, het vierde en het vijfde cijfer van de geboortedatum nullen, het derde cijfer een 4 of een 2, naargelang het geslacht van de persoon al dan niet gekend is op het ogenblik van de toekenning van het nummer, en het zesde cijfer een 1.

Wanneer de mogelijkheden van het reeksnummer uitgeput zijn, wordt bij een nieuwe inschrijving het zesde cijfer van de geboortedatum met één eenheid verhoogd en wordt terzelfdertijd de inschrijving in het reeksnummer van bij de aanvang hervat.

Art. 6. Een identificatienummer dat reeds werd gebruikt, kan niet opnieuw worden toegekend vooraleer een termijn van honderd jaar verstreken is sedert de geboortedatum van de vorige titularis, noch vooraleer deze sedert ten minste dertig jaar overleden is.

Art. 7. Indien een identificatienummer opnieuw wordt toegekend door de instelling bedoeld in artikel 11, geeft deze laatste daarvan kennis aan de besturen en instellingen, die gemachtigd waren om dit identificatienummer voor de vorige titularis te gebruiken.

Art. 8. Indien twee of meer identificatienummers aan eenzelfde persoon werden toegekend, wordt slechts één identificatienummer behouden. De andere nummers worden vernietigd. Bij de vaststelling van het nummer dat wordt behouden wordt, in dalende volgorde, voorrang gegeven aan :

— het identificatienummer toegekend overeenkomstig het koninklijk besluit van 3 april 1984 betreffende de samenstelling van het identificatienummer van de personen die ingeschreven zijn in het Rijksregister van de natuurlijke personen;

— numéro d'identification attribué en exécution du présent arrêté, dont on peut déduire la date de naissance, ou une partie de celle-ci, ainsi que le sexe;

— numéro d'identification attribué en exécution du présent arrêté, dont on peut uniquement déduire la date de naissance ou une partie de celle-ci;

— numéro d'identification attribué en exécution du présent arrêté, dont on peut uniquement déduire le sexe;

— numéro d'identification attribué en exécution du présent arrêté, ayant le numéro d'ordre le plus élevé.

Art. 9. Un numéro attribué conformément au présent arrêté n'est pas modifié lorsque, après attribution du numéro, les données y reprises relatives à la date de naissance ou au sexe de la personne, s'avèrent inexactes.

Art. 10. L'autorisation ou l'obligation d'utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques implique l'autorisation ou l'obligation d'utiliser le numéro d'identification visé à l'article 1^{er}, aux mêmes fins et selon les mêmes conditions.

Art. 11. Le numéro d'identification des personnes physiques qui ne sont pas inscrites au Registre national des personnes physiques est attribué par la Banque-carrefour de la sécurité sociale.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur à la même date que l'article 2 de l'arrêté royal du 13 août 1990 fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale.

Art. 13. Notre Ministre des Classes moyennes, Notre Ministre des Finances, Notre Ministre des Affaires sociales, Notre Ministre de l'Intérieur, Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, Notre Ministre des Pensions, Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes, Notre Secrétaire d'Etat aux Finances, Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Politique des Handicapés et Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 février 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes,
M. WATHELET

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. BUSQUIN

Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBBACK

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre des Pensions,
G. MOTTARD

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,
P. MAINIL

Le Secrétaire d'Etat aux Finances,
Mme W. DEMEESTER

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique
et à la Politique des Handicapés,
R. DELIZEE

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,
Mme L. DETIEGE

— het identificatienummer toegekend in uitvoering van onderhavig besluit waaruit de geboortedatum of een deel ervan en het geslacht kunnen worden afgeleid;

— het identificatienummer toegekend in uitvoering van onderhavig besluit waaruit enkel de geboortedatum of een deel ervan kan worden afgeleid;

— het identificatienummer toegekend in uitvoering van onderhavig besluit waaruit enkel het geslacht kan worden afgeleid;

— het identificatienummer toegekend in uitvoering van onderhavig besluit met het hoogste reeksnummer.

Art. 9. Een nummer toegekend overeenkomstig onderhavig besluit wordt niet gewijzigd wanneer de erin vermelde gegevens in verband met de geboortedatum of het geslacht van de persoon na de toekenning van het nummer onjuist blijken te zijn.

Art. 10. De machtiging of de verplichting tot het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen impliceert de machtiging of verplichting tot het gebruik van het identificatienummer bedoeld in artikel 1, voor dezelfde doeleinden en volgens dezelfde voorwaarden.

Art. 11. Het identificatienummer van de natuurlijke personen die niet zijn ingeschreven in het Rijksregister van de natuurlijke personen wordt toegekend door de Kruispuntbank van de sociale zekerheid.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op dezelfde datum als het artikel 2 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1990 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid.

Art. 13. Onze Minister van Middenstand, Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, Onze Minister van Pensioenen, Onze Staatssecretaris voor Middenstand, Onze Staatssecretaris voor Financiën, Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Gehandicaptenbeleid en Onze Staatssecretaris voor Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 februari 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand,
M. WATHELET

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

De Minister van Sociale Zaken,
Ph. BUSQUIN

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBBACK

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
L. VAN DEN BRANDE

De Minister van Pensioenen,
G. MOTTARD

De Staatssecretaris voor Middenstand,
P. MAINIL

De Staatssecretaris voor Financiën,
Mevr. W. DEMEESTER

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid
en Gehandicaptenbeleid,
R. DELIZEE

De Staatssecretaris voor Pensioenen,
Mevr. L. DETIEGE